

## Société civile : la seule défenseure de l'intérêt public



La crise a durement touché l'économie croate. Alors que les taux de pauvreté et de chômage augmentent, le Gouvernement continue à favoriser des approches non durables de développement. Les autorités semblent servir uniquement le secteur privé ; le bien-être des personnes n'est défendu que par des organisations de la société civile, comme l'a montré une campagne couronnée de succès contre l'extension d'un oléoduc vers l'Adriatique. La Stratégie de développement durable du Gouvernement n'est pas adaptée et la législation en cours concernant les terres, les eaux et les forêts est erronée et manque totalement de transparence. Le pays doit embrasser la cause du développement durable.

Croatian Law Centre  
Inge Perko-Šeparović, Ph.D.  
Eko Kvarner  
Vjerran Piršić

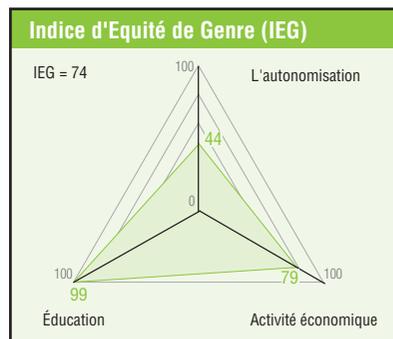
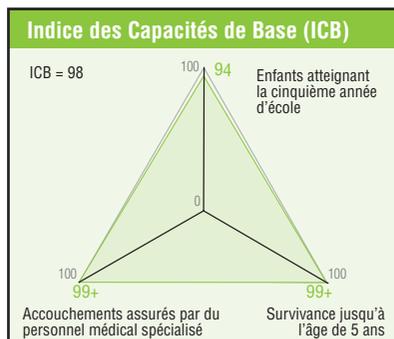
La crise économique mondiale de 2008 a eu un impact profond et négatif sur l'économie croate. La croissance s'est réduite de 2,4 % en 2008 à - 5,8 % en 2009 et à - 1,4 % en 2010<sup>1</sup>. Dans le même temps, le service de la dette externe avait atteint presque 100 % du PIB en 2010, venant ainsi aggraver la crise et limiter sévèrement l'accès permanent au crédit externe<sup>2</sup>.

L'un des principaux impacts négatifs de la crise s'est manifesté par l'augmentation du chômage. Entre 2005 et 2008 la croissance économique a permis de créer un certain nombre d'emplois mais la crise a bouleversé cette situation : en 2010 le taux de chômage (mesuré sur le pourcentage de la population totale) a été d'environ 17,6 %<sup>3</sup>.

Les taux de pauvreté ont également augmenté. Entre 2005 et 2008 la pauvreté était surtout liée au chômage à long terme concentré majoritairement chez les travailleurs peu qualifiés, et à l'inactivité. Avec la crise, les choses ont changé. Certes, la réduction de l'emploi, la diminution des revenus réels et le gel des salaires dans le secteur public ont fait basculer bon nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté. Résultat : les pauvres « émergents » reçoivent une meilleure éducation, ils sont jeunes et économiquement actifs.

### La défense de l'environnement

Les intérêts publics et privés se heurtent continuellement en Croatie. L'intérêt public est défendu exclusivement par la société civile alors que les élites politiques servent souvent exclusivement les intérêts privés. En 2009, le Parlement a approuvé la « Stratégie de développement durable de la République de Croatie », celle-ci ayant établi une série de lignes directrices et de politiques en matière de développement durable et ayant aussi fait mention de la situation environ-



nementale du pays<sup>4</sup>. Toutefois, cette stratégie a été fortement critiquée par plusieurs organisations de la société civile qui ont signalé qu'elle n'établissait pas d'objectifs prioritaires et ne comportait aucun point de référence ni d'indicateur de progrès.

La crise a donné lieu à ce qu'on a dénommé la « faim d'investissement », une tactique sur laquelle le Gouvernement s'est aligné en s'associant à des investisseurs privés et étrangers, au détriment de la communauté dans son ensemble. Les capitaux ainsi attirés ne représentent pas une source viable de développement car ils dépendent de réglementations minimales de travail et environnementales et, en général, ils conduisent à la réduction et à la dégradation des ressources naturelles du pays.

Dans ce contexte, les problèmes tendent à s'accumuler. La tendance vers l'usage non durable (et l'abus) des ressources non renouvelables s'aggrave en raison de la mauvaise gestion du Gouvernement<sup>5</sup>. Il est absolument nécessaire d'obtenir un consensus national sur la gestion des ressources, en particulier pour déterminer quelles sont celles qui doivent ou ne doivent pas être utilisées de manière plus intensive actuellement sans mettre en danger l'environnement ou compromettre les besoins des générations à venir.

### Questions relatives à la terre

La terre est une des meilleures ressources naturelles du pays, spécialement sur la côte adriatique. Des stratégies nationales sur l'usage de la terre ont été ap-

prouvées par le Parlement et menées à bien à travers les services de plan urbain des gouvernements locaux et régionaux. Le contrôle d'élaboration de ces plans et la vérification de leur acceptabilité est du ressort du ministère de la Protection, de la planification physique et de la construction environnementale mais celui-ci est dépourvu de lignes directrices générales. Cela signifie qu'il n'existe pas d'estimations d'impôts ou de mécanismes de régulation qualifiés permettant de prévenir l'usage erroné ou nuisible de la terre.

Une analyse indépendante des plans de développement urbain de la côte adriatique a établi que les projets actuels permettent d'héberger 17 millions d'habitants. La région est habitée actuellement par moins de deux millions de personnes, et par conséquent l'impact d'une construction massive de nouveaux logements sera énorme. D'autres recherches ont démontré qu'au cours des 2500 dernières années, seuls 750 km (sur un total de 6.000 km) de la côte Est de la mer Adriatique ont été urbanisés, alors que les plans actuels des villages et des villes cherchent à urbaniser 600 km de plus. Cela signifie que le même niveau de développement atteint au cours de plus de deux millénaires et demi pourrait presque être doublé en une décennie. Les terres agricoles sont réquisitionnées également pour la construction, au titre du plan urbain des gouvernements régionaux et locaux.

### Forêts, eau et biodiversité

L'un des principaux aspects de l'administration forestière est l'absence d'estimations officielles de la biomasse. Les chiffres varient de manière considérable : de 700 mille tonnes annuelles, selon l'entreprise publique Hrvatske Šume (Forêts de Croatie) à 2 millions de tonnes annuelles, selon la communauté académique. Pour sa part, Hrvatske Šume maintient

1 Countries of the World, *Croatia Economy 2011*, disponible sur : <www.theodora.com/wfbcurrent/croatia/croatia\_economy.html>.

2 US Department of State, "Background Note: Croatia," (6 avril 2011), disponible sur : <www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3166.htm>.

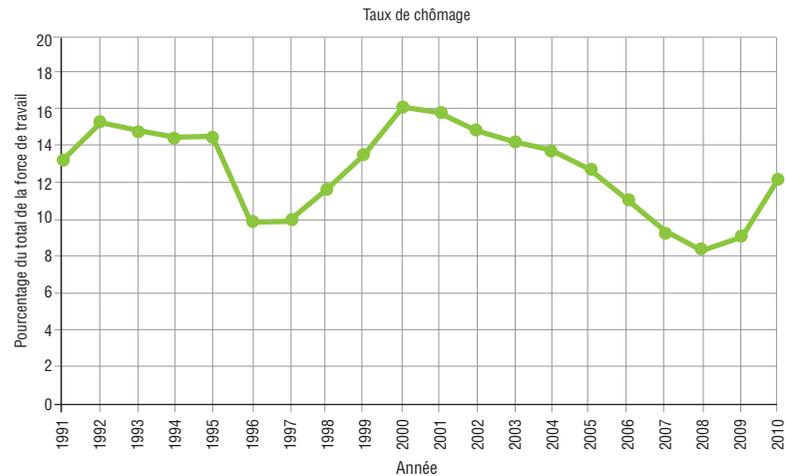
3 Index Mundi, *Croatia unemployment rate*, disponible sur : <www.indexmundi.com/croatia/unemployment\_rate.html>.

4 Consulter : <www.mzopu.hr/doc/Strategy\_for\_Sustainable\_Development.pdf>.

5 Les coûts et les bénéfices de l'extraction des ressources en termes de développement durable et de bien-être des citoyens n'ont pas été évalués.

## GRAPHIQUE 1

### Le chômage en Croatie mesuré comme étant le pourcentage de la force de travail totale (1991-2010)



Source: Trading Economics.

un prix élevé du bois mais livre des quantités insuffisantes, sapant ainsi l'industrie locale de traitement du bois et terminant par engendrer chômage et paupérisation. Le bien commun, qui devrait être le souci majeur du Gouvernement, est négligé pour favoriser les intérêts privés.

Cette image s'assombrit encore davantage si nous nous référons à la gestion de l'eau. La Stratégie de développement durable 2009, par exemple, ne donne pas une définition claire du « droit à l'eau »<sup>6</sup>, si souvent invoqué. Il y a eu également une série de propositions de privatisation ; la première a échoué mais la crainte de la privatisation généralisée des ressources hydriques perdure. Quelques ressources en eau ont déjà été transférées aux mains du secteur privé par des contrats de concession qui sont tout sauf transparents.

La biodiversité de la Croatie n'est pas protégée, comme on peut le voir par exemple avec l'introduction d'espèces étrangères dans les écosystèmes locaux. Cette situation est particulièrement urgente sur l'île de Cres, où 30 sangliers, introduits par des chasseurs, se sont reproduits pour atteindre le nombre de 1000 en 10 ans. Les sangliers non seulement nuisent à l'habitat mais ils attaquent les moutons et les agneaux et détruisent les moyens de subsistance des agriculteurs<sup>7</sup>.

L'une des principales questions relatives à la biodiversité du pays est le manque d'information fiable. La Croatie est un des rares pays européens à ne pas posséder de listes actualisées des espèces ou de guides de campagne spécifiques du pays. Les inventaires des espèces existantes (ainsi que la connaissance sur la faune et la flore locales) sont in-

suffisants au regard de nombreux objectifs, y compris l'évaluation de l'impact environnemental. Les spécificités de la faune souterraine sont également très rarement connues. Ce manque d'inventaires adéquats et de connaissances limitent, inévitablement, le rayon d'action en ce qui concerne l'utilisation de la terre ou la planification administrative des écosystèmes nécessaires aux projets de développement.

Un autre cas de biodiversité en danger d'extinction est dû à la production de monocultures, aussi bien en agriculture qu'en sylviculture. De nombreuses espèces endémiques ont disparu du fait de leur remplacement progressif par d'autres espèces étrangères, perçues par les entreprises agraires comme plus attractives sur le long terme.

#### Contrôles environnementaux mal appliqués

Les procédés d'évaluation de l'impact environnemental effectués pour les nouvelles constructions, de même que les conditions requises pour la délivrance de permis de sécurité pour l'extension des installations ou même pour la permanence du fonctionnement dans les installations déjà existantes, sont censés être strictement régulés par la loi. Malheureusement, la totalité des installations peuvent échapper facilement au système de contrôle de l'État. Pire encore, étant donné que les installations déjà existantes ne sont pas conformes aux normes de pollution européenne, leurs propriétaires s'octroient des extensions dans le but d'effectuer des adéquations avec des périodes de transition allant jusqu'à 12 ans.

Ces périodes de transition se négocient avec l'UE comme faisant partie des mesures obligatoires pour que la Croatie obtienne son adhésion au sein de l'Union européenne ; cependant, il est permis à certaines de ces installations de continuer à fonctionner jusqu'à la fin de leur cycle de vie. Un autre problème provient de l'utilisation de matières premières de qualité inférieure, spécialement dans les raffineries

de pétrole, entraînant inévitablement une importante pollution atmosphérique dans les zones qui les entourent. En 2004, le ministère a publié un ordonnance obligeant les raffineries de pétrole à utiliser des matières premières de meilleure qualité. Même si cette ordonnance a été soutenue par une décision de la Cour, elle est peu respectée par les raffineries.

#### Exemples de bonnes pratiques

L'intérêt public n'étant pas protégé par le Gouvernement la plupart du temps, c'est la société civile qui a assumé cette tâche. S'il est vrai que son influence est encore faible, il faut toutefois faire mention de quelques exemples d'interventions couronnées de succès.

L'organisation Eko Kvarne s'est fermement opposé à la proposition d'extension du gazoduc Družba Adria, le plus long du monde, qui transporte du pétrole depuis l'Est de la Russie vers le Belarus, la République Tchèque, l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et l'Ukraine, à travers la Croatie et la Hongrie pour finalement parvenir à la mer Adriatique<sup>8</sup>. Le transfert de pétrole envisagé aurait mis en danger la partie nord de la mer Adriatique et le bien-être des gens qui vivent dans cette région. Eko Kvarner a fait valoir suffisamment de doutes sur la validité de l'évaluation de l'impact environnemental<sup>9</sup> pour s'assurer un refus des autorités concernant cette proposition.

Le succès le plus récent fait référence à un terrain de golf proposé à Istrie. Deux organisations, Green Action (Action Verte) et Green Istrie (Istrie Verte), ont poursuivi en justice le ministère de la Protection, de la planification physique et de la construction environnementale pour avoir délivré des permis d'extension pour un terrain de golf et ceci en dépit d'une évaluation d'impact environnementale défavorable. Le Tribunal administratif a, par la suite, annulé les permis.

#### Conclusion

La Croatie a besoin d'adopter d'urgence un modèle de développement durable. Investir davantage et mieux dans des sources d'énergie renouvelables pourrait être un bon début. Il est important de construire des installations touristiques environnementales accueillantes car le tourisme joue un rôle important dans l'économie croate et, en même temps, il n'est pas viable sans un environnement préservé et protégé. La politique officielle est censée promouvoir la protection de l'environnement mais en réalité les intérêts économiques se voient favorisés au détriment des intérêts environnementaux et durables. Il est nécessaire d'encourager les gouvernements locaux à développer leurs propres projets afin de promouvoir la durabilité et la protection de l'environnement dans leur juridiction<sup>10</sup>. ■

8 Wikipedia, *Družba pipeline*, disponible sur : <en.wikipedia.org/wiki/Družba\_pipeline>.

9 OneWorldSEE, *Eko Kvarner Announces Public Debate of the 'Družba Adria' Project*, (16 avril 2004), disponible sur : <oneworldsee.org/sq/node/2901>.

10 Jelena Lon ar and Mladen Maradin, *Environmental challenges for sustainable development in the Croatian north Adriatic littoral region*, (Croatia: 2009), disponible sur : <www.ff.uni-lj.si/oddelki/geo/publikacije/dela/files/dela\_31/10\_loncar.pdf>.

6 Le droit à l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base.

7 P. Ettinger, "The birds are on the money in Croatia," *Wildlife Extra*, disponible sur : <www.wildlifeextra.com/go/world/cres-cultures.html#fcr>.